

# Une politique agricole plus verte pour l'Europe

Après trois ans de négociations, l'environnement est le fil conducteur de la nouvelle Pac qui a été adoptée hier à Bruxelles.

Les négociations ont été rudes, marquées par des coups de théâtre. Mais c'est fait. Hier, à Bruxelles, les 27 États membres de l'Union européenne, la Commission et le Parlement européen ont réussi à se mettre d'accord sur la nouvelle Politique agricole commune pour la période 2014-2020.

Ce texte, qui fixe la feuille de route des agriculteurs européens, assure la sécurité alimentaire de 500 millions de personnes. Cela coûte 100 € par an et par habitant. Son objectif est de faire germer les questions environnementales. Répondre aux nouvelles attentes des consommateurs. Et prendre en compte les incertitudes liées au changement climatique. Concrètement, 30 % des paiements directs faits aux agriculteurs seront ainsi liés au respect de trois pratiques bénéfiques pour l'environnement : rotation des cultures, maintien des prairies permanentes et création

de zones d'intérêt écologique dans chaque exploitation (1).

« Une politique agricole plus efficace et transparente », s'est réjoui hier soir le Commissaire à l'Agriculture, Dacian Ciolos. Roumain formé à l'École supérieure d'agronomie de Rennes puis à Montpellier, il a fait ses premiers pas dans une exploitation bio des Côtes-d'Armor. Tout au long des négociations, il a plaidé pour une réconciliation de l'agriculture et de l'environnement. Défendu un soutien à la recherche pour préserver les sols, la biodiversité et les ressources en eau européennes.

## La France préserve l'essentiel

Cette nouvelle Pac, qui se veut plus juste dans la répartition des aides entre régions mais aussi entre pays, a permis à la France de préserver l'essentiel. Mais pas de sauver les

restitutions qui aident les producteurs de volailles à exporter. Une mauvaise nouvelle pour l'Ouest.

Il y a eu des compromis. Trop selon José Bové, député vert et vice-président de la commission agriculture du Parlement européen. Il dénonce en particulier l'abandon du plafonnement des subventions. Au moment où des fonds d'investissements constituent de vastes domaines en Bulgarie et en Roumanie, limiter à 300 000 € les subventions par exploitation lui semblait nécessaire. Mesure abandonnée.

L'Europe y a cependant gagné en démocratie. Pour la première fois, le Parlement européen a discuté, amendé et voté la Politique agricole commune.

Patrice MOYON.

(1) Détail des mesures en rubrique agriculture et réactions sur [ouest-france.fr](http://ouest-france.fr)



Dacian Ciolos, le Commissaire européen à l'Agriculture.

# Obama met les États-Unis au vert pâle

Le président a dévoilé son plan pour réduire les émissions américaines de CO<sub>2</sub>. Très modérément ambitieux.

Même le ciel était de la partie ! Par 35° à l'ombre, Barack Obama a dû tomber la veste, et s'éponger le front, mardi après-midi, sur les marches de l'université Georgetown (Washington), où il a dévoilé un plan d'action contre le réchauffement climatique.

Le Président, élu en 2008 sur la promesse de « verdifier l'économie », avait renoncé deux ans plus tard, après que le Sénat – pourtant démocrate – eut bloqué son unique tentative : limiter les émissions de CO<sub>2</sub> en créant un marché des droits à polluer.

Cette fois, il emprunte la méthode forte. Il procédera par décrets exécutifs. « Je n'ai pas le temps de débattre avec la Société de la Terre plate », a-t-il déclaré, snobant les climatocceptiques et court-circuitant le Congrès. L'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) a ordre d'édicter, d'ici juin 2015, de nouvelles normes pour les 1 400 centrales au charbon, responsables du tiers des gaz à effet de serre et de 40 % du CO<sub>2</sub> made in USA.

Le chef des républicains à la Chambre, John Boehner, s'étrangle (« complètement fou »), prophétisant le renchérissement de l'électricité et des charrettes de licenciements. Les charbonnages ont chuté en Bourse. Une bataille juridique s'annonce.

En réalité, Obama accompagne habilement une mutation déjà engagée : concurrencé par le gaz de



Obama présentant son plan anti-réchauffement mardi à Washington.

schiste, abondant et bon marché, le charbon est en perte de vitesse.

Quant aux ambitions de la Maison-Blanche – réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 17 % en 2020 par rapport au niveau de 2005 – elles sont bien modestes : c'est seulement - 4 % par rapport à 1990, l'année de référence du protocole de Kyoto... jamais ratifié par Washington. L'Europe aura fait cinq fois mieux. Ce pas de géant pour l'Amérique est un tout petit pas pour l'humanité.

Bruno RIPOCHE.

# La France durcit le ton contre Bruxelles

À la veille du Conseil européen qui se réunit aujourd'hui, le gouvernement français a continué de s'en prendre à José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne.

Excessif, Arnaud Montebourg ? Sans doute. Mais il faut bien admettre que le turbulent ministre du Redressement productif a mis le doigt sur un point sensible, en disant tout haut ce qui se murmurait au sommet de l'État français et au sein du gouvernement.

Mécontent d'entendre José Manuel Barroso dénoncer la position « réactionnaire » de la France sur l'exception culturelle, Montebourg l'avait accusé, dimanche, d'être « le carburant du Front national ». La Commission européenne, on s'en doute, s'en est ému, dénonçant le « chauvinisme » français.

## « Un homme dépassé »

Les langues, depuis, se délient volentiers. Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, en a remis une couche, hier, dans *Le Parisien* : « Barroso est un homme dépassé. Quand la chancelière allemande, Angela Merkel, le qualifie d'erreur de casting, elle a raison : il n'a rien compris au film. Sa manière d'agir est insupportable. »

Sans être aussi direct que son collègue Montebourg, Benoît Hamon a lui aussi estimé, hier, sur *i-Télé*, que le président de la Commission nourrissait l'euroscpticisme en préconisant une politique d'austérité. Politique qui contribue « à la désespérance qui mène parfois au Front national ».

Laurent Fabius a cherché à faire entendre sa différence en mettant en garde contre la tentation du « pugilat ». Selon le ministre des Affaires

étrangères, « dire que c'est à cause de ce que décide M. Barroso que les gens votent FN, c'est quand même un court-circuit assez frappant ».

Une voix qui reste isolée. « Sur le fond », le gouvernement « partage » les propos du ministre du Redressement productif, à lâché, hier, la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem. En gros, a-t-

elle dit, M. Barroso l'a bien cherché en traitant les Français de réactionnaires. « Le président de la République a eu l'occasion de le lui dire en direct. »

Officiellement, il n'est pas question de faire du président de la commission le « bouc émissaire » du marasme politique français. Mais la France est troublée par la « rupture » qui éloigne les citoyens de

l'Europe. Dans un reportage diffusé mardi soir sur *TF1*, François Hollande a regretté que la construction européenne ne soit plus regardée comme « une grande aventure », mais comme « une mésaventure ». Et Jean-Marc Ayrault d'enfoncer le clou sur *France 3* : « Nous croyons à l'Europe. Mais nous ne sommes pas des béni-oui-oui de l'Europe. »



# Syrie : un médecin raconte la tragédie

Pour le Dr Pitti, le bilan de 100 000 morts avancé hier par l'Observatoire syrien des droits de l'homme est sous-évalué.

## Témoignage



Le Républicain Lorrain

**Raphaël Pitti.** Chef d'un service de réanimation à Nancy, a effectué quatre missions en Syrie.

par le régime pour avoir soigné de soi-disant terroristes. Des étudiants en médecine ont pris le relais. Des dentistes opèrent. Il y a un dévouement extraordinaire. C'est pour cela que j'ai mis en place un centre de formation à la médecine d'urgence. Nous avons formé 120 médecins et 80 secouristes.

« Mais le problème de fond est que la Syrie est abandonnée par la communauté internationale. Aujourd'hui, les dons de médicaments, c'est de la mendicité. Il n'y a pas d'aide régulière. La France vient d'envoyer 16 tonnes de médicaments. Une goutte d'eau !

« Il y a quatre millions de Syriens déplacés le long des frontières, dont les pays voisins ne veulent pas. On fait le jeu des islamistes en ne les aidant pas. Ces malheureux sont prêts à suivre celui qui arrivera à mettre un peu d'ordre et à apporter de l'aide. Ils sont dans une telle situation qu'ils en appelleraient même au diable. »

« On avance le chiffre de 100 000 morts en Syrie à cause de la guerre. Mais si on compte les pathologies qui ne sont plus traitées, comme les cancers, les diabètes, les insuffisances rénales, je dirais qu'il y a au moins 200 000 morts en deux ans.

« Au cours de mes quatre séjours, j'ai vu les troupes du régime prendre pour cibles les hôpitaux et les ambulances, tirer des obus sur les sauveteurs. Les hôpitaux manquent de tout : antibiotiques, anesthésiants, pansements... Des blessés qui ne mouraient pas chez nous décèdent.

« Beaucoup de médecins qualifiés ont fui les zones de combat d'Alep (Nord). Il faut dire qu'une centaine de médecins ont été tués et 700 torturés

Recueilli par

Jacques DUPLESSY.

# Le monde et l'Europe en bref

## Un convoi de combustible nucléaire arrive au Japon

Un convoi de MOX, parti de Cherbourg (Manche) mi-avril, est arrivé cette nuit au Japon. C'est le premier arrivage de ce combustible nucléaire depuis la catastrophe de Fukushima, en mars 2011. Les deux navires spécialisés avaient quitté la France il y a deux mois et demi. Ils ont emprunté, sous haute protection, une

route dont les détails non pas été divulgués pour des raisons de sécurité. Ils ont été accueillis par une cinquantaine de manifestants anti-nucléaires. Le MOX est un combustible fabriqué par Areva à partir de plutonium issu des combustibles usés et d'uranium appauvri.

## Le pape réforme la banque du Vatican

François a donné, hier, un brusque coup d'accélérateur à ses projets de réforme des institutions vaticanes. Pour contrôler les activités de la banque controversée du Vatican, il crée ainsi une commission d'enquête ne répondant qu'à lui. Cette commission pontificale de cinq membres doit lui permettre de « mieux connaître la position juridique et les activités » de

l'Institut pour les œuvres religieuses (IOR). Elle devra avoir accès à toute la documentation de l'IOR, y compris celle couverte par le secret. Au fil des ans, des scandales retentissants ont entaché la réputation de l'IOR, des milieux criminels ayant profité de l'anonymat ou de prête-noms pour y blanchir leurs fonds.

## Australie : la Première ministre évincée par ses troupes



La chef du gouvernement australien Julia Gillard, a été mise en minorité lors d'un vote interne du Parti travailliste.

Exit Julia Gillard ! La Première ministre australienne a perdu, hier, un vote de confiance interne au groupe parlementaire du Parti travailliste. Elle avait annoncé son retrait en cas de défaite face à Kevin Rudd, qui l'a emporté par 57 voix contre 45. La gauche australienne rejoue, à l'envers, le scénario qui avait permis à la

même Gillard, il y a trois ans, d'évincer Rudd de la direction du parti et de lui ravir le poste de chef du gouvernement. Cette révolution de palais intervient à trois mois des législatives qui s'annoncent catastrophiques : les travaillistes pourraient perdre jusqu'à 35 sièges (sur 150) au profit des conservateurs de Tony Abbott.

## Tunisie : les Femen emprisonnées ont été libérées

Les trois militantes européennes de Femen emprisonnées en Tunisie ont été remises en liberté, cette nuit. Elles avaient été condamnées quelques heures plus tôt, en appel, à des peines avec sursis. En première instance, elles avaient été condamnées

à quatre mois de prison ferme. Parmi elles se trouve une jeune Vendéenne, Pauline Hillier. Elles avaient manifesté le 29 mai, seins nus, avant d'être arrêtées. Elles voulaient soutenir Amina Sbouï, une Femen tunisienne incarcérée.

## Le président sud-africain au chevet de Mandela

Le président sud-africain Jacob Zuma a rendu visite hier soir à Nelson Mandela, à l'hôpital. Il a confirmé que son prédécesseur était « toujours dans un état critique » et a annulé une visite

prévue au Mozambique jeudi. Nelson Mandela, hospitalisé depuis le 8 juin, est sous assistance respiratoire, selon un chef de clan de sa région natale, qui l'a visité hier.

## États-Unis : victoire majeure pour les couples gays

La Cour suprême des États-Unis a déclaré invalide la loi qui définissait le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. Cette décision permet à des couples gays, légalement mariés

dans quelques États, d'avoir accès aux mêmes avantages fédéraux que les couples hétérosexuels. Le mariage gay est autorisé dans 12 États sur 50, et dans la capitale Washington.

## Chine : affrontements meurtriers au Xinjiang

Vingt-sept personnes ont été tuées, hier, lors de violences dans la province du Xinjiang. Selon l'agence *Chine Nouvelle*, des assaillants armés de couteaux ont attaqué des commissariats, le siège de l'exécutif local et un chantier à Lukqun, une ville située à 200 km d'Urumqi, la capitale

régionale. Neuf policiers et huit civils, sont morts avant que les forces de l'ordre n'abattent les assaillants. En 2009, des affrontements à caractère ethnique entre des autochtones ouïgours (musulmans et turcophones) et des hans avaient fait près de 200 morts à Urumqi.

## Cyberattaques sur portables : Android plus visé

En un an, le nombre de programmes malveillants introduits dans des téléphones munis d'Internet a bondi de 614 %, a calculé l'équipementier en télécommunications Juniper Networks. Le système d'exploitation de Google, Android, est particulièrement touché par ces attaques informatiques (92 % d'entre elles). C'est aussi

le plus répandu (environ trois quarts des parts de marché) mais également le plus vulnérable, estiment les auteurs de l'étude. Ces attaques, menées la plupart du temps depuis la Chine ou la Russie, sont le plus souvent des messages commerciaux envoyés pour proposer un faux service, moyennant un modique paiement.